



### Informations du Guatemala

2ème année/ n° 57

du 28 janvier au 3 février 1984

#### POLITIQUE

- Les Etats-Unis reprennent les ventes d'armes au Guatemala.
- Les réactions
- L'armée va participer à des manoeuvres militaires conjointes.
- L'ambassadeur Chapin : nous n'appuyons pas un coup d'état.
- Le gouvernement minimise les risques de coup d'état.
- Opposition au "processus électoral".
- Les négociations avec l'Espagne au point mort.

#### ECONOMIE

- Reprise du commerce avec le Honduras et le Salvador.

#### CONTRE-INSURRECTION

- Recrutement massif pour le service militaire.
- Nouvelle réunion des chefs de la police.
- "Alerte extraordinaire".

#### INSURRECTION

- Communiqué de O.R.P.A.
- Affrontement armé dans la capitale.

#### DROITS DE L'HOMME

- "L'une des périodes les plus violentes", 77 victimes.
- Enlèvement dans un hôpital.
- L'armée enlève sept paysans à San Marcos.
- Assassinat d'un chef de la police.
- Les troupes honduriennes enlèvent un Guatémaltèque.
- La tuerie du 31 janvier s'est répétée des douzaines de fois selon la C.U.C.
- L'armée, experte en répression.
- Le projet sur la radio est jugé comme anti-juridique et répressif.

POLITIQUELES ETATS-UNIS REPRENENT LES VENTES D'ARMES AU GUATEMALA.

Le gouvernement des Etats-Unis effectuera prochainement la vente de pièces détachées militaires au Guatemala pour une valeur de 2,5 millions de dollars, a-t-on su le 28 janvier.

Le chancelier Fernando Andrade a déclaré que la décision des Etats-Unis, communiquée aux autorités guatémaltèques le 27 janvier par l'ambassadeur Frederick Chapin, est une preuve des bonnes relations entre Washington et le Guatemala.

La vente des pièces détachées en question avait été accordée à la mi-83 et devait se faire en octobre ou novembre derniers. Néanmoins, l'opération avait été stoppée à cause de frictions qui s'étaient produites, à l'époque, entre les gouvernements des deux pays.

Au début 1983 l'administration Reagan avait levé l'embargo sur la vente d'armes qui pesait sur le Guatemala depuis 1977 en raison de la politique pratiquée alors par les Etats-Unis en matière de droits de l'homme.

LES REACTIONS.

Michaël Barnes, le président de la Commission des Affaires Hémisphériques de la Chambre des Représentants a, le 30 janvier dernier à Washington, qualifié "d'erreur" la vente des pièces détachées au régime du général Mejia Victores. La décision de l'administration "contredit clairement la position du Congrès", selon Barnes qui s'oppose à la fourniture d'armes au régime en question à cause d'une violation systématique des droits de l'homme par celui-ci.

Le Directeur des Affaires Centre-Américaines du Département d'Etat, Craig Johnston, a affirmé que les ventes de pièces détachées ne tombent pas dans la catégorie de l'assistance militaire sur laquelle portent les dispositions en vigueur puisque lesdites ventes seront réglées en effectif.

De son côté, le Ministère de l'extérieur de Grande-Bretagne a regretté officiellement le 31 janvier la décision des Etats-Unis "étant donné les conséquences indésirables" qu'elle pourrait engendrer pour la République de Belize, vu les prétentions territoriales entretenues par le régime de Mejia Victores sur cette petite nation.

Le journal anglais "Daily Telegraph" a affirmé le même jour que les pièces détachées allaient servir pour combattre l'insurrection qui lutte "contre l'une des dictatures les plus longues et les plus sanglantes de l'Amérique Latine".

L'ARMEE VA PARTICIPER A DES MANOEUVRES MILITAIRES CONJOINTES.

Les armées du Guatemala et du Salvador vont participer aux prochaines manœuvres coordonnées qui vont être réalisées par les armées du Honduras et des Etats-Unis sur la ligne frontière avec le Salvador et qui auront pour nom "Granadera I" ; c'est ce qu'affirmait le 31 janvier le chef des Forces

/...

Armées honduriennes, le général Gustavo Alvarez Martinez, qui a ajouté que les manoeuvres en question incluraient "des modalités militaires stratégiques, conventionnelles et anti-subversives."

L'AMBASSADEUR CHAPIN : "NOUS N'APPUYERONS PAS UN COUP D'ETAT".

Les Etats-Unis n'appuieront pas un nouveau coup d'état au Guatemala a assuré Frederick Chapin, ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, le 1er février.

"Bien que je ne connaisse pas le motif des fréquentes sorties de certains généraux à la retraite vers les Etats-Unis, je ne crois pas qu'ils utilisent l'appui de mon pays pour planifier un coup d'état qui ne serait pas soutenu par mon gouvernement car nous sommes intéressés par la réalisation du processus électoral qui devrait avoir lieu ici", a dit l'ambassadeur.

"Nous avons beaucoup d'intérêts en commun et nous espérons avoir, dans le futur, une situation beaucoup plus stable qu'actuellement pour faire plus d'investissements" a ajouté Chapin qui accompagnait Shae Smith, chef de la section pour l'Amérique centrale du Département d'Etat, dans la tournée que celui-ci effectuait dans plusieurs bases militaires du pays.

LE GOUVERNEMENT MINIMISE LES RISQUES DE COUP D'ETAT.

Le gouvernement guatémaltèque a, le 28 janvier dernier, écarté la possibilité que les généraux à la retraite soient en train de conspirer contre le régime et de réunir de l'argent pour suborner certains hauts officiers d'active.

Au cours du mois de janvier, l'ex-président Carlos Arana Osorio et les ex-chefs d'état-major de l'armée, Benedicto Lucas Garcia et Hector Mario Lopez Fuentes, ont souligné l'incapacité du régime militaire actuel à trouver une solution aux problèmes du pays ; le général à la retraite Guillermo Echeverria Vielman a, d'autre part, mis l'accent sur la nécessité de voir l'armée retourner dans ses casernes.

OPPOSITION AU PROCESSUS ELECTORAL.

La plupart des groupes politiques traditionnels --de l'extrême-droite au centre-- qui participent de la soi-disant "ouverture démocratique" ont, cette semaine, fait de nouvelles critiques aux procédés établis par la loi électorale récemment édictée.

Dans un message dirigé aux officiers et à la troupe, Asisclo Valladares Molina, dirigeant du Parti Populiste, a dit que la souveraineté de l'Assemblée Nationale constituante ne peut pas être limitée et il a demandé à l'armée qu'elle se retire dans ses casernes car "il est totalement inutile et inconvenant qu'elle continue à s'exposer dans l'aventure politique qu'elle a entreprise".

/...

Francisco Villagran Kramer, ex-président de la République durant une partie du gouvernement de Lucas Garcia, a signalé que le régime traite superficiellement les problèmes du pays et qu'il s'est plongé dans l'isolement international à cause du mépris des droits de l'homme qui prévaut dans le pays.

L'apathie de la population et son indifférence face à l'événement électoral est dûe au fait que les derniers gouvernements "ont été de tragiques exemples de gangstérisme et d'opportunisme politique", a déclaré le 2 février Ricardo Gomez, dirigeant du Parti démocrate-chrétien.

La démocratie chrétienne guatémaltèque, le Front Uni de la Révolution et l'Union du Centre National ont déclaré que la loi électorale (décret-loi 4-84) laisse la porte ouverte aux fraudes électorales.

#### LES NEGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE AU POINT MORT.

Le gouvernement du Guatemala ne reconnaîtra pas sa responsabilité dans la tragédie qui a eu lieu il y a quatre ans à l'ambassade d'Espagne mais il désire continuer les conversations pour renouer les relations diplomatiques rompues avec l'Espagne le 31 janvier 1980, a déclaré le chef de l'état, Mejia Victores, le 31 janvier dernier.

Il y a quatre ans 39 personnes sont mortes dans la représentation diplomatique espagnole de la ville de Guatemala, entre lesquelles des diplomates espagnols et du personnel administratif, lorsque les Forces de sécurité du régime militaire ont incendié l'immeuble qui avait été envahi pacifiquement par des paysans afin de dénoncer la répression.

La chancellerie espagnole, de son côté, a annoncé le 1er février à Madrid que le fait que le gouvernement guatémaltèque n'accepte pas de reconnaître sa culpabilité constitue un obstacle à la reprise des relations diplomatiques bilatérales puisque l'Espagne exige la reconnaissance des responsabilités, une enquête sur ce qui s'est passé et les dédommagements économiques et moraux aux familles des victimes de la tragédie et à l'état espagnol.

#### ECONOMIE

##### REPRISE DU COMMERCE AVEC LE HONDURAS ET LE SALVADOR.

Le Honduras et le Guatemala ont signé, le 27 janvier dernier, un accord pour reprendre leurs échanges commerciaux qui avaient été interrompus depuis le mois de décembre dernier à la suite des conflits suscités par les mesures unilatérales prises par le régime du général Mejia Victores.

L'accord assure l'échange commercial du 4 février au 13 avril.

/...

Le 24 janvier ont été reprises, également de façon temporaire, les relations commerciales entre le Guatemala et le Salvador.

La suspension de l'activité commerciale du Guatemala avec le Salvador et le Honduras depuis le début du mois de décembre 1983 a affecté tout particulièrement les industriels moyens et les petits agriculteurs et a donné lieu à des différences entre plusieurs secteurs de l'initiative privée locale.

#### CONTRE-INSURRECTION

##### RECRUTEMENT MASSIF POUR LE SERVICE MILITAIRE.

L'armée réalise des battues dans tout le pays pour recruter les jeunes pour le service militaire a-t-on su, hier, dans cette capitale.

Des habitants des colonies Santa Luisa et Jocotales ont dénoncé le fait que, le 28 janvier dernier, plusieurs jeunes ont été capturés et violemment enfoncés dans des voitures particulières ; par la suite ils ont été vus dans une caserne où les autorités militaires ont informés les familles des jeunes en question que ceux-ci devront faire leur service militaire.

Le même jour, dans la soirée, plusieurs opérations de recrutement ont été également réalisées dans lesquelles sont inclus des mineurs dans plusieurs villages des départements de Sacatepequez et Chimaltenango, près de cette capitale.

Des dirigeants politiques qui ont demandé l'anonymat ont assuré que de telles captures se font actuellement dans tout le pays.

##### NOUVELLE REUNION DES CHEFS DE LA POLICE.

Les chefs de la police de tout le pays se sont réunis d'urgence le 28 janvier pour la seconde fois durant le mois afin d'évaluer les problèmes suscités par la dernière offensive des insurgés, selon une information du bureau de presse de la police nationale.

"Nous sommes en guerre ouverte contre la subversion" a affirmé le colonel Mario Ramirez Ruiz, porte-parole de l'institution policière.

De son côté, le colonel Hector Bol de la Cruz, directeur général de la police, a fait savoir aux chefs de police qu'il fallait intensifier les mesures de sécurité, de surveillance et de contrôle, et prendre des mesures draconiennes contre les insurgés.

##### "ALERTE EXTRAORDINAIRE".

De nombreux renforts ont été installés dans tous les accès à la capitale le 31 janvier par les forces de sécurité du gouvernement qui ont, également ce jour-là, commencé à intensifier les patrouilles.

Le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major général de l'armée, a déclaré que les opérations dans la capitale faisaient partie de plans permanents et il a nié qu'elles soient liées à la prévention contre des actions d'insurrection.

Le ministre du gouvernement, Gustavo Adolfo Lopez Sandoval, a estimé que les forces du gouvernement auraient été mises en "alerte extraordinaire" pour contrecarrer toute activité de guérilla.

#### INSURRECTION

##### COMMUNIQUE DE O.R.P.A.

Trois tirs de mortier ont atteint leur but le 26 janvier contre le Palais présidentiel où ils ont causé plusieurs pertes ainsi que des dommages aux installations et à des véhicules officiels, lors d'une opération réalisée par l'Organisation du Peuple en Armes (O.R.P.A.).

Un communiqué de O.R.P.A., daté du 30 janvier, explique que simultanément à cette action, réalisée à 5 H 45, ses unités ont réalisé six autres opérations de diversion dans divers points de la capitale.

O.R.P.A. a précisé que lesdites actions n'ont causé aucun dommage dans la population civile.

Enfin, le communiqué a également fait savoir que des contingents de cette organisation insurrectionnelle ont occupé, entre le 17 et le 22 janvier plusieurs fermes de production de café dans les départements de Suchitepequez et Santa Rosa, dans le sud-ouest et le sud-est du pays.

##### AFFRONTEMENT ARME DANS LA CAPITALE.

Un affrontement armé s'est produit le 2 février entre des agents de la police nationale et des insurgés, probablement, dans un secteur de la zone 5 de cette capitale ; il en est résulté plusieurs pertes parmi les agents et trois personnes ont été blessées.

Selon les premières versions deux inconnus, poursuivis par une voiture-radio de la police, se sont réfugiés et barricadés dans un édifice de plusieurs étages.

Edgar Rolando, Telmo Antonio et Juan Horacio Chacon ont été arrêtés lorsque la police a enfin pu pénétrer dans l'édifice. "Une personne qui fuyait est entrée dans la maison de mes parents ; trois de mes frères se trouvaient là en train de déjeuner et la police les a emmenés" a déclaré Maria Telma Chacon, la soeur des garçons arrêtés.

/...

DROITS DE L'HOMMEL'UNE DES PERIODES LES PLUS VIOLENTES : 77 VICTIMES.

77 personnes ont été victimes de la violence officielle durant la dernière semaine de janvier qui a été qualifiée par la presse locale comme "l'une des périodes les plus violentes de ces derniers temps".

35 personnes au moins ont été assassinées, dont bien peu ont pu être identifiées car la plupart des cadavres étaient défigurés.

7 cadavres, 4 hommes et 3 femmes, ont été découverts dans un cimetière clandestin sous l'un des ponts du fleuve Siquinala, dans le département de Escuintla (région sud).

Entre les victimes on compte aussi 8 femmes et deux enfants de 10 et 12 ans. Selon les témoignages 24 personnes ont été séquestrées puis portées disparues et 18 civils ont été blessés par balle lors d'opérations effectuées par les forces de sécurité du gouvernement.

ENLEVEMENT DANS UN HOPITAL.

Le 1er février, dans la capitale, des hommes armés, habillés en civils mais que des témoins ont identifiées comme appartenant aux forces de sécurité, ont violemment entraîné, hors de l'Hôpital Roosevelt, Sergio Vinicio Samayoa, 29 ans, sur lequel on venait de tirer dans une cafeteria, peu auparavant.

Le personnel médical et para-médical de l'hôpital a rappelé que plusieurs fois déjà des personnes avaient été ainsi emmenées de la même manière par les forces gouvernementales, sous le régime du président Lucas Garcia (1978-1982).

L'ARMEE ENLEVE SEPT PAYSANS A SAN MARCOS.

Des habitants du village de San Miguel Pajapa, commune de Pajapita, département de San Marcos dans l'ouest du pays, ont déclaré le 1er février que des éléments de l'armée, vêtus en civil, effectuent de constantes incursions dans le village d'où ils ont déjà emmené 7 paysans, en les tirant violemment hors de leurs maisons.

ASSASSINAT D'UN CHEF DE LA POLICE.

Selon des témoins, Melesio Tirado Gomez, 3ème directeur du département d'enquêtes techniques de la police nationale (police secrète) a été assassiné le 31 janvier dans la capitale par ses propres gardes du corps.

LES TROUPES HONDURIENNES ENLEVENT UN GUATEMALTEQUE.

L'armée hondurienne est entrée en territoire guatémaltèque durant la dernière semaine de janvier et elle a enlevé au moins Felipe Castillo, 23 ans, citoyen guatémaltèque, dans le village de El Zarzal, commune de Esquipulas dans

le département de Chiquimula (est du pays), selon les déclarations de voisins et des autorités du village.

Le chancelier Fernando Andrade a déclaré qu'il n'a pour le moment aucune information officielle sur le sujet mais que, probablement, les troupes honduriennes étaient à la poursuite d'insurgés qui seraient entrés en territoire guatémaltèque.

LA TUERIE DU 31 JANVIER S'EST REPETEE DES DOUZAINES DE FOIS, SELON LE C.U.C.

Le génocide a, en outre, pris d'autres formes que les massacres car des dizaines d'enfants et de vieillards meurent de faim ou de sous-nutrition, de froid ou de maladies, assure un récent communiqué du Comité de l'Unité Paysanne (C.U.C.), émis à l'occasion du 4ème anniversaire du massacre de l'ambassade d'Espagne (31 janvier 1980).

Cet événement, assure le C.U.C., "s'est répété des douzaines de fois durant ces quatre ans, en particulier dans les départements de Quiché, Chimaltenango, Huhuetenango, Alta et Baja Verapaz, Solola et dans d'autres endroits du pays".

Ledit document du C.U.C. a été publié dans le n° 100 des "Nouvelles du Guatemala", périodique alternatif qui, depuis 6 ans, fournit des informations sur la réalité guatémaltèque.

L'ARMEE EXPERTE EN REPRESSION.

"L'armée du Guatemala est la plus efficace, la mieux préparée et la plus combattive de la région, grâce à l'expérience qu'elle a acquise dans la répression, tant en milieu rural qu'urbain" a déclaré, le 1er février, Cesar Augusto Penate, secrétaire général du Front Uni de la Révolution, parti politique d'orientation social-démocrate.

De son côté, le secrétaire général de la Centrale Authentique Nationaliste (d'extrême-droite) a déclaré : "Les gouvernements précédents ont été qualifiés de sanguinaires et celui-ci l'est aussi. Il est vrai que nous avons des problèmes et qu'il y a eu violation des droits de l'homme."

LE PROJET SUR LA RADIO EST JUGE ANTI-JURIDIQUE ET REPRESSIF.

L'Association des journalistes du Guatemala -A.P.G.- a, le 28 janvier, qualifié d'anti-juridique et répressif le projet de loi sur la radio que le gouvernement du général Mejia Victores mettra en vigueur. Selon l'A.P.G. ledit projet viole la liberté d'expression et celle de la presse puisque, en imposant la censure avant toute publication, il établit le statut fondamental du gouvernement.

D'autre part, les médias ont fait savoir que le 26 janvier un officier de l'armée et plusieurs soldats ont attaqué des reporters du journal "El Grafico" et de la presse télévisée qui filmaient les dommages produits par l'attaque de l'O.R.P.A. contre le palais présidentiel.